

Communiqué de presse

Mercredi 18 février

Propos de Rachida Dati : L'homophobie n'est pas une opinion, c'est un délit.

Ce 18 février, Le Nouvel Obs révèle que Madame Rachida Dati aurait évoqué l'existence d'une prétendue « conspiration gay », déclarant : « *Le club des homosexuels veut me faire perdre.* » Ces propos sont, une nouvelle fois, d'une gravité extrême.

L'homophobie est un délit puni par la loi. Suggérer qu'un « club des homosexuels » agirait dans l'ombre pour nuire politiquement aux ambitions personnelles de la ministre de la Culture relève d'un imaginaire complotiste et participe à la banalisation des discours de haine.

À l'heure où les violences LGBTQIA+ progressent et où les discours discriminatoires se normalisent, de telles déclarations participent de la brutalisation du débat public et de l'exacerbation du climat de violence politique qui s'installe. Elles fragilisent des milliers de personnes déjà exposées aux insultes, aux agressions et aux discriminations.

Madame Rachida Dati doit s'expliquer clairement et sans ambiguïté. On ne peut prétendre rassembler les Parisiennes et les Parisiens tout en diffusant des stéréotypes et des insinuations qui stigmatisent une partie d'entre eux. Ces propos s'inscrivent dans un contexte politique troublant, alors même que figure sur sa liste une tête de liste issue des mobilisations de la « Manif pour tous », mouvement notoirement opposé aux droits des couples de même sexe. Les Parisiennes et les Parisiens ont droit à la cohérence et à la transparence.

Paris est et restera une promesse : celle d'une ville refuge, d'un espace d'émancipation et de conquêtes de droits pour les personnes LGBTQIA+. Mais cette promesse impose une responsabilité. Face à la montée des violences et à la remise en cause des droits fondamentaux, nous agissons avec détermination, notamment en doublant le budget dédié aux politiques de protection des droits des personnes LGBTQIA+ afin de garantir et promouvoir l'égalité.

Protéger, c'est aussi agir de manière cohérente et déterminée : mieux accompagner les victimes de haine et de discrimination, donner aux services publics les moyens et les formations nécessaires pour répondre aux réalités des publics LGBTQIA+. Cela implique de promouvoir la santé sexuelle et mentale, de lutter activement contre la sérophobie et de poursuivre l'objectif de mettre fin à l'épidémie de VIH-sida d'ici 2030. C'est également assumer une approche responsable et non stigmatisante en matière de prévention et de réduction des risques face au chemsex, et garantir un accès effectif aux soins pour toutes et tous.

Nous combattons la violence administrative afin de respecter toutes les familles, leur simplifier les démarches, faire progresser la reconnaissance de leurs parentalités et protéger les droits des personnes intersexes et des personnes transgenres. **Face aux discours de stigmatisation, nous opposerons toujours la force du droit, la dignité des personnes et l'exigence d'égalité. Paris est fière de ses lumières et de ses combats. Singulièrement de ses combats contre l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie.**

Contact presse : presse@emmanuelgregoire.fr

Mathilde Manso (06 37 85 00 02) / Adèle Nangéroni (06 73 48 50 58)